

## NOTE DE PLAIDOYER

### 1. Analyse du système civil d'état en Haïti

Le diagnostic réalisé par l'Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti (OCNH) en février 2026 révèle que le système d'état civil haïtien traverse actuellement une phase critique de son fonctionnement.

En effet, près de 85 % des officiers d'état civil actuellement en fonction ont été nommés en 1995, et une proportion importante d'entre eux a aujourd'hui atteint ou dépassé l'âge de la retraite et se trouve l'incapacité visuelle.

Cette absence de renouvellement générationnel ne constitue pas seulement un défi administratif. Elle représente également un enjeu majeur de gouvernance publique et de sécurité nationale. L'OCNH estime que ce système d'état civil fragilisé compromet la fiabilité de l'identification des citoyens, la gestion des données démographiques ainsi que l'efficacité des politiques publiques.

### 2. Échantillons des bureaux d'État civil Affectés suivant les enquêtes de terrain réalisées par l'équipe de l'OCNH

DÉPARTEMENT	COMMUNE	LOCALITÉ	SITUATION DE L'OFFICIER	ÉTAT DE FONCTIONNEMENT	IMPACT SUR LA POPULATION
Nord-Est	Mombin-crochu	Bois-de-Laurence	Décédé en décembre 2022	Irrégulier Un Clerc non rémunéré par l'Etat qui reçoit les déclarations	Privation totale d'actes
Nord-Est	Fort-Liberté	Acul-Samedi	Décédé en 2020	Irrégulier/ Un Juge de Paix qui reçoit et signe les actes	Retards majeurs
Ouest	Léogâne	Trouin	Décédé le 13 novembre 2021	Fermé	Naissances non déclarées
L'Artibonite	Hatte-Chevreaux	Marchand-Dessalines	Abandonné depuis en 2019	Fermé	Exclusion administrative
L'Artibonite	Desdunes	Centre-ville	Décédé en janvier 2026	Fermé	Privation totale d'actes
Grand'Anse	Pestel	Centre-ville	Malade depuis Aout 2025	Irrégulier/ Son frère reçoit les déclarations à sa place.	Accumulation de dossiers
Artibonite	Terre-Neuve	Centre-ville de Terre-Neuve	Décédé le 22 juillet 2024	Fermé	Privation totale d'actes
Ouest	Cité Soleil	Cité Soleil	Voyage depuis juin 2021	Fermé/ Les citoyens se dirigent vers le bureau d'état civil de Delmas pour les services	Blocage des services d'état civil

### 3. Impact sur les Droits Fondamentaux

SECTEUR	CONSÉQUENCES DIRECTES	POPULATION CIBLE
Éducation	Impossibilité d'inscription aux examens officiels.	Enfants et écoliers
Élections	Exclusion des listes électorales et perte du droit de vote.	Jeunes électeurs
Justice	Difficulté de prouver la filiation ou l'identité légale.	Citoyens en litige
Protection	Accès bloquer aux programmes d'aide et de santé	Familles précaires
Migration	Blocage de la délivrance de passeports.	Migrants potentiels

Face à cette situation préoccupante, l'organisation appelle au Ministère de la Justice et de la Sécurité publique à une réforme structurelle profonde. Celle-ci devrait s'articuler autour de plusieurs axes prioritaires :

- Cartographie nationale des bureaux d'état civil et des ressources humaines de l'état civil afin d'identifier les zones critiques et les besoins réels.
- Renouvellement et professionnalisation des officiers d'état civil en mettant en place des mécanismes transparents de recrutement, accompagnés de programmes de formation continue, dans le but de renforcer les compétences et la crédibilité des officiers.
- Mesures appropriées pour la modernisation technologique du système notamment la numérisation des registres, favoriser l'interconnexion des bases de données administratives et renforcer la sécurisation des informations.
- Renforcement du cadre institutionnel et juridique pour garantir la pérennité, la transparence et la crédibilité du système d'état civil.

Dans son plaidoyer, l'OCNH estime que la réforme du système d'état civil ne doit plus être considérée comme une simple amélioration administrative, mais comme une priorité stratégique nationale, essentielle à la stabilité institutionnelle, à la sécurité publique et au développement durable du pays.

**Port-au-Prince, le 16 mars 2026**